

# Les dossiers Epstein et les élites politiques norvégiennes

par le professeur Glenn Diesen,\* Norvège



Glenn Diesen.  
(Photo mad)

(CH-S) L'auteur montre, à l'exemple de son pays natal, comment les élites norvégiennes se sont assurées et continuent de s'assurer pouvoir et salaires élevés sous le couvert de réseaux «humanitaires» woke. Toute critique à cet égard est

considérée comme une trahison. Il faut espérer que des analyses factuelles et bien documentées seront bientôt publiées pour d'autres pays.

\*\*\*

Pourquoi les élites politiques norvégiennes sont-elles si surreprésentées dans les dossiers Epstein? Plusieurs médias à travers le monde ont rapporté le choc que cela a provoqué dans ce petit pays scandinave, où la confiance du public dans le gouvernement est traditionnellement très élevée. Comment cela a-t-il pu se produire?

Le problème trouve son origine dans une élite politique dénationalisée qui s'est coupée du public. Le gouvernement norvégien a l'ambition explicite de devenir une superpuissance humanitaire internationale en dépensant des milliards en aide humanitaire. L'obsession de ce petit pays à vouloir jouer dans la cour des grands en matière d'humanitaire international pourrait être applaudie. Cependant, si l'on gratte un peu la surface, la situation n'est pas aussi bénigne qu'on pourrait l'espérer.

Un pays petit mais prospère peut facilement donner naissance à une classe élitiste dont les ambitions dépassent les frontières nationales et

\* Glenn Diesen (né en 1979) est un politologue norvégien et professeur titulaire de sciences politiques à l'Université de Norvège du Sud-Est. Dans sa thèse de doctorat, il a étudié les institutions intergouvernementales visant à garantir la sécurité collective et les problèmes de politique de sécurité, en particulier les relations de l'UE et de l'OTAN avec la Russie après l'effondrement de l'Union soviétique. Sa dernière publication est «The Ukraine War & the Eurasian World Order», parue en 2024 chez Clarity Press.



Oslo. Le quartier de Byørvika au bord du fjord d'Oslo avec le musée Munch. (Photos jpv)

nourrissent même l'illusion qu'elle peut sauver le monde.

Disposant de ressources suffisantes, ces élites forment une bureaucratie permanente, développent des réseaux internationaux et, ce faisant, s'enrichissent. Alors que les monarques du passé recevaient leur mandat de Dieu, la nouvelle noblesse revendique un mandat issu de l'humanitarisme et du mondialisme. Une immunité se développe car lorsque les politiques sont définies par la vertu, l'opposition est considérée comme hérétique et illégitime. C'est là que réside le problème de l'humanitarisme international: cette prétendue vertu limite la critique, la transparence et la responsabilité.

## La Norvège et «l'homme de Davos»

Samuel Huntington a popularisé le terme «homme de Davos» pour décrire un certain type d'élite mondiale associée aux réunions du *Forum économique mondial* (WEF) à Davos, en Suisse. Selon Huntington, ces élites cosmopolites ont «peu besoin de loyauté nationale» et considèrent les frontières nationales comme une relique du passé. Les gouvernements nationaux servent principalement à lancer des carrières internationales et à soutenir le travail mondial des élites.

Il n'est donc pas surprenant que l'actuel président et directeur général du Forum économique mondial de Davos soit *Børge Brende*, l'ancien ministre des Affaires étrangères de Nor-

vège. En 2018, *Jeffrey Epstein*, condamné pour crimes sexuels, a envoyé un courriel à Brende, affirmant que Davos pourrait «vraiment remplacer l'ONU», et Brende de répondre: «Exactement, nous avons besoin d'une nouvelle architecture mondiale».

De telles discussions sur le transfert du pouvoir des *Nations Unies* vers les réseaux d'élite ne sont évidemment pas menées ouvertement dans les parlements nationaux.

L'ascension de la Norvège en tant que nation pacifique et puissance humanitaire remonte aux *Accords d'Oslo* de 1993, mais le processus a depuis été critiqué pour son incapacité à créer un Etat palestinien indépendant et pour la mise en œuvre inégale de ses dispositions. Les pourparlers secrets qui ont conduit aux accords ont été facilités par des diplomates norvégiens, dont *Terje Rød-Larsen* et son épouse *Mona Juul*.

De récentes révélations issues des dossiers Epstein montrent qu'Epstein et Rød-Larsen entretenaient une relation personnelle de longue date, et que les documents issus du testament d'Epstein révèlent qu'il avait l'intention de léguer 5 millions de dollars à chacun des deux enfants de Rød-Larsen et Juul, soit 10 millions de dollars au total.

Rød-Larsen a également contribué à utiliser le groupe de réflexion *International Peace Institute* pour le trafic de femmes, à la demande d'Epstein. De jeunes et belles femmes sans les compétences requises pour travailler pour le groupe de réflexion venaient pour de courts stages et leurs photos étaient envoyées à Epstein.<sup>1</sup> La ministre norvégienne des Affaires étrangères, *Ine Eriksen Søreide*, a été informée en 2019 de cette évolution suspecte, mais aucune mesure n'a été prise.

Ine Eriksen Søreide est, par coïncidence, une amie proche de la femme de Terje Rød-Larsen, Mona Juul. Même après que le scandale Epstein ait été révélé et que ces décisions discutables aient été mises à jour, Søreide a été nommée présidente de l'un des plus grands partis politiques de Norvège. Comme l'a si bien dit le comédien *George Carlin*: «C'est un grand club, et tu n'en fais pas partie.»

### **L'aide sous forme d'ONG, de groupes de réflexion et de réseaux d'élite**

Le mot «aide» peut être trompeur, car les milliards provenant des contribuables ne sont pas dépensés pour nourrir les pauvres. L'argent est



Ålesund, ville portuaire sur la côte ouest de la Norvège.

acheminé par le biais d'«organisations non gouvernementales» (ONG), de groupes de réflexion et d'autres institutions, puis les mêmes politiciens obtiennent des postes prestigieux, des carrières dans des institutions internationales et des pots-de-vin sous une forme ou une autre de la part de ces institutions. Le pouvoir et la légitimité sont alignés, car tout le monde mange dans la même auge et se félicite de rendre le monde meilleur.

Les élites politiques norvégiennes se sont donc naturellement tournées vers le financement de réseaux d'influence tels que la *Fondation Clinton* et la *Fondation Gates*, utilisant l'argent des contribuables pour se faire passer pour des hommes d'Etat mondiaux. La priorité est-elle donnée à l'humanitarisme ou aux réseaux d'élite lucratifs?

Il est révélateur que la Fondation Clinton ait atteint son apogée en 2016, lorsqu'il semblait qu'*Hillary Clinton* allait devenir présidente des Etats-Unis, et que son financement ait ensuite connu une baisse de 75% en 2020.<sup>2</sup> Il n'est donc pas surprenant que les élites politiques norvégiennes aient eu tendance à graviter autour du cercle des trafiquants d'influence tels que Jeffrey Epstein.

Les intérêts nationaux passent au second plan, car les élites politiques égoïstes tirent leur légitimité d'intérêts mondiaux abstraits. Des câbles américains décrivent le secrétaire d'Etat norvégien à la Défense, *Espen Barth Eide*, en ces termes: «Ses activités ne correspondent pas nécessairement aux intérêts norvégiens, mais elles renforcent sa réputation internationale.»<sup>3</sup>

Dans un podcast avec le colonel *Lawrence Wilkerson*, ancien chef de cabinet du secrétaire d'Etat américain, on m'a dit qu'ils avaient installé de grands tableaux blancs à la Maison Blanche

et dressé la liste des dirigeants européens qui devaient être promus ou écartés. Le colonel Wilkerson a affirmé que le Norvégien *Jens Stoltenberg* avait immédiatement été identifié comme «notre homme» en Norvège, celui qui ferait notre jeu, et qu'il avait ensuite été nommé secrétaire général de l'OTAN. Les Norvégiens ont interprété cela comme un rôle plus important de la Norvège dans le système international, plutôt que comme un rôle plus important des Etats-Unis en Norvège.

Armées de milliards de dollars d'aide financière et d'un manque de transparence, les élites norvégiennes sont vulnérables à la participation à des systèmes de corruption. Le «New York Times» a publié en 2014 un article intitulé «Foreign Powers Buy Influence at Think Tanks» [Les puissances étrangères achètent de l'influence auprès des think tanks], dans lequel il était noté que «des groupes de recherche américains, après avoir reçu de l'argent de la Norvège, ont plaidé à Washington en faveur du renforcement du rôle de la Norvège au sein de l'OTAN, ont promu ses projets d'expansion du forage pétrolier dans l'Arctique et ont fait avancer son programme en matière de changement climatique».<sup>4</sup>

Le *Centre norvégien pour la résolution des conflits* a publié un document reconnaissant qu'il était nécessaire de payer pour avoir accès aux politiciens et aux bureaucrates influents aux Etats-Unis: «Le financement de think tanks puissants est un moyen d'obtenir cet accès, et certains think tanks à Washington déclarent ouvertement qu'ils ne peuvent servir que les gouvernements étrangers qui leur fournissent des fonds.»<sup>5</sup>

Dans le cadre du «budget d'aide», le gouvernement peut également faire avancer des politiques à l'abri du regard du public. Alors que les élites politiques norvégiennes parlaient d'aider à la construction de la démocratie en Ukraine, elles ont financé l'*Ukraine Crisis Media Centre*, une «organisation non gouvernementale» qui a fait pression sur Zelensky en 2019 pour qu'il abandonne son mandat de paix, pour lequel 73% des Ukrainiens avaient voté.<sup>6</sup>

Lorsque les journalistes interviewent des experts, ils s'adressent souvent à des «organisations non gouvernementales» financées par le gouvernement, qui sont étroitement alignées sur les politiques gouvernementales et toujours enthousiastes à l'idée d'un changement de régime dans le monde et d'une guerre avec la Russie.



Port de Bergen, sur la côte sud-ouest de la Norvège.

Lorsqu'un universitaire comme moi a critiqué le discours guerrier du gouvernement, l'une de ces «organisations non gouvernementales» financées par le gouvernement, le *Comité norvégien d'Helsinki*, a publié d'innombrables articles diffamatoires dans les journaux, lancé une campagne de dénigrement en ligne, tenté d'annuler mes invitations à prendre la parole en public, appelé et envoyé une lettre à mon université, et publié une photo de ma maison sur les réseaux sociaux à des fins d'intimidation. Le gouvernement d'une démocratie libérale doit agir de manière civilisée, mais les «organisations non gouvernementales» du gouvernement peuvent être impitoyables et jouer selon des règles très différentes. Critiquez les «organisations non gouvernementales» du gouvernement, et vous serez accusé d'attaquer la «société civile».

### **Quelques brebis galeuses ou un problème systémique?**

Au cours des prochaines semaines et des prochains mois, le problème sera sans doute défini comme un cas de quelques brebis galeuses plutôt que comme un problème systémique causée par le complexe industriel humanitaire international. Le gouvernement rétablira la confiance en tenant certaines personnes responsables de leurs transgressions, alors que les élites continueront à se renforcer grâce aux «aides financières».

Les élites politiques se pardonneront elles-mêmes et se féliciteront probablement aussi pour leur sens des responsabilités. Par la suite, toute personne continuant à exprimer des réserves sera diffamée et qualifiée d'«acteur hostile à l'Etat» cherchant à saper la confiance dans le gouvernement.

Toute critique du système sera comparée à la rhétorique MAGA consistant à «assécher le ma-

rais», que les élites politiques considèrent comme un populisme dangereux. En laissant entendre que certains pourraient tenter, à la demande d'un gouvernement étranger, de saper la confiance dans le gouvernement, la dissidence devient une trahison et un délit.

Les médias tentent déjà de transformer le scandale Epstein en un «Russiagate» en suggérant qu'Epstein était un agent russe, ce qui permet de transformer commodément les élites politiques norvégiennes corrompues en victimes. Sur un ton plus humoristique, un journal norvégien suggère que les dossiers Epstein auraient pu être placés là dans le cadre d'un complot contre la Norvège afin de saper la confiance dans les institutions étatiques et la classe politique.

Si la cause réelle du scandale n'est pas traitée, la pourriture continuera à couvrir et, comme on peut s'y attendre, creusera encore davantage le fossé entre les élites et le grand public. En 2004, Samuel Huntington prédisait un fossé grandissant entre les élites politiques et l'opinion publique aux Etats-Unis.

Dans «Dead Souls: The Denationalization of the American Elite» [Les âmes mortes: la dénationalisation de l'élite américaine], Huntington affirmait que les citoyens lambda ont tendance à donner la priorité à la préservation des valeurs traditionnelles, de l'identité nationale, de la culture et des emplois dans le secteur manufac-

turier comme fondement de l'unité nationale. En revanche :

«Pour une grande partie des élites, ces préoccupations sont secondaires comparées à la participation à l'économie mondiale, au soutien du commerce international et des migrations, au renforcement des institutions internationales, à la promotion des valeurs américaines à l'étranger et à l'encouragement des identités et des cultures minoritaires à l'intérieur du pays. La distinction fondamentale entre le grand public et les élites n'est pas l'isolationnisme contre l'internationalisme, mais le nationalisme contre le cosmopolitisme.<sup>7</sup>

Source: <https://glennndiesen.substack.com/p/epstein-meets-the-davos-nation-norway>, 19 février 2026

(Traduction «Point de vue Suisse»)

<sup>1</sup> <https://www.nrk.no/norge/ine-eriksen-soreide-moter-pressen-etter-epstein-varsels-fra-2019-1.17761990>

<sup>2</sup> <https://www.rsbnetwork.com/news/donations-to-the-clinton-foundation-plunge-by-75-since-2016/>

<sup>3</sup> [https://www.wikileaks.org/plusd/cables/08OSLO406\\_a.html](https://www.wikileaks.org/plusd/cables/08OSLO406_a.html)

<sup>4</sup> <https://www.nytimes.com/2014/09/07/us/politics/foreign-powers-buy-influence-at-think-tanks.html>

<sup>5</sup> [bjorgaas\\_noref\\_support\\_us\\_think\\_tanks\\_mai\\_report\\_may\\_2012\\_final.pdf](https://bjorgaas.noref.support.us_think_tanks_mai_report_may_2012_final.pdf)

<sup>6</sup> <https://uacrisis.org/en/71966-joint-appeal-of-civil-society-representatives>

<sup>7</sup> <https://www.jstor.org/stable/42897520>